

Avions de combat

Édito **l'essor**

Fin septembre 2011, les chambres fédérales ont voté à une large majorité, le budget pour l'armée à la hauteur de 5 milliards de francs forts. Ce budget inclut, par la bande, l'achat de 22 avions de combat dévolus à la sécurité aérienne, évitant ainsi le danger d'un référendum et le possible refus du peuple échaudé par les coupures drastiques dans les caisses de la sécurité sociale, du chômage, de la coopération et du développement. Ce vote a été gagné haut la main par la droite dure, malgré le fait que l'UDC aurait préférée une armée plus grande, plus forte, soit «la meilleure du monde» dicit U.Maurer lui-même, Conseiller fédéral en charge du département militaire, ex-président et membre actif de cette UDC.

Par ce vote, nous pouvons enfin voir qui est véritablement aux contrôles de notre pays et ce n'est pas le peuple souverain comme d'aucuns aiment bien répéter à longueur d'année mais une droite dure soutenue par un lobby pro-militaire proche des milieux industriels et même financiers qui représentent plus de 70% des sénateurs. Ces gens nous ont montré par ce vote, à quel point ils se sont éloignés du peuple et qu'ils ne peuvent plus nous «représenter» comme il se doit dans une démocratie de type «représentative» car les principaux problèmes qui nous sont posés ces temps sont de l'ordre social et même, carrément,

L'achat de nouveaux avions de combat pose de nombreux problème et il convient de dénoncer la manoeuvre antidémocratique de la droite, de l'extrême-droite et du lobby militaire pour faire passer ces avions par la force et sans consulter le peuple

Le Temps lundi 3 octobre 2011

Armée

Avions de combat: la colère socialiste

Bernard Wuthrich

Les délégués du parti étaient réunis à Bienne

Même Micheline Calmy-Rey est remontée contre le coup de force de la droite du parlement pour acheter 22 avions de combat sans possibilité de référendum. «Quand je vois qu'on est prêt à acheter des avions qui risquent d'obliger à couper dans les prestations sociales, je me réjouis de voir le PS reprendre l'initiative. Il faut que les Suissesses et les Suisses aient leur mot à dire sur le budget de l'armée», a-t-elle déclaré samedi devant les délégués du Parti socialiste suisse, réunis à Bienne. A Schwyz, où le PLR était réuni pour une fête électorale, Johann Schneider-Ammann a lui aussi déclaré à la SonntagsZeitung qu'il n'était pas prêt à économiser dans la formation pour permettre un tel achat. De son côté, Ueli Maurer, visé par ses collègues, estime, dans Le Matin Dimanche, qu'il faut respecter le vote du parlement.

L'ordre du jour de l'assemblée du PS prévoyait l'adoption d'un «contrat social et économique» – ce

qui fut fait –, mais l'actualité militaire a éclipsé ce thème électoral. Le PS a voté, à l'unanimité moins deux abstentions, une résolution qui donne le feu vert à la direction du parti pour préparer une nouvelle initiative populaire visant à empêcher l'acquisition des appareils. Le président du parti, Christian Levrat, qualifie la décision du parlement de «hold-up démocratique». «Alors que la population est appelée régulièrement à se prononcer sur les sujets les plus anodins, par exemple la construction ou non d'un minaret à Langenthal, elle se voit interdite de parole sur un achat de quelque 4 milliards. C'est un scandale et une lâcheté sans précédent», enrage-t-il. «C'est un coup d'État voulu par le chef du Département de la défense contre l'avis du Conseil fédéral», renchérit le conseiller national vaudois Eric Voruz.

Une initiative va ainsi être mise en route, en collaboration avec d'autres mouvements, comme le Groupement pour une Suisse sans armée (GSsA). «Ce sera une large alliance», promet Eric Voruz. Christian Levrat veut aller vite. Le texte sera préparé ces semaines, puis déposé à la Chancellerie fédérale. Le PS sera saisi d'un projet concret à sa prochaine assemblée générale, le 3 décembre. Le président espère emmagasiner les 100'000 signatures nécessaires «d'ici au printemps», confie-t-il.

Il veut surtout arriver avant que ne démarrent les discussions sur le budget 2013, le premier à être affecté par ce coûteux achat. Comme le parlement a renoncé à un financement spécial, les 4 milliards seront en principe inclus dans les budgets annuels. «Le Conseil fédéral devra lancer un programme d'économies, et celui-ci touchera quatre domaines: agriculture, transports publics, formation et aide au développement», résume-t-il. Il espère que le gouvernement se résoudra à présenter un projet qui pourra être soumis au référendum facultatif, mais rien n'est sûr.

Cette démarche prend le relais d'une précédente initiative identique lancée par le GSsA en 2008, déposée en 2009 et retirée en 2010. Elle demandait un moratoire de dix ans sur l'achat d'appareils militaires. Elle a été retirée car ce moratoire n'avait plus de sens dans la mesure où le Conseil fédéral avait décidé de renvoyer le remplacement des Tiger au-delà de 2015. La votation aurait débouché sur un «débat fantôme» puisqu'il n'y aurait eu aucun projet concret au moment de la votation populaire, argumentait le GSsA au moment du retrait de son texte.

L'armée suisse se sent pousser des ailes

LE COURRIER du JEUDI, 15 SEPTEMBRE, 2011

[Serge Gumy](#)

CONSEIL NATIONAL • Les partis bourgeois ont voté l'achat de 22 nouveaux avions de combat, dès 2013, et sans passer par un scrutin populaire. Une générosité inspirée par la campagne électorale.

La campagne électorale donne des ailes à la droite bourgeoise. Hier, le Conseil national s'est prononcé par 108 voix contre 58 en faveur de l'achat de 22 nouveaux avions de combat destinés à remplacer une partie de la flotte vieillissante des Tiger. L'UDC, le Parti libéral-radical et une majorité du Parti démocrate-chrétien (PDC) veulent même que l'armée fasse ses emplettes sans attendre, en puisant dans son budget annuel ordinaire, qu'ils ont d'ailleurs porté dans le même temps à 5 milliards de francs.

Pour le ministre de la Défense Ueli Maurer, Noël tombe cette année en septembre! A la tribune, le conseiller fédéral UDC a certes défendu hier les options du Conseil fédéral (4,4 milliards de budget annuel, relance de la procédure d'achat lors de la prochaine législature 2012-2015 seulement, pour livraison des appareils entre 2018 et 2020). Mais son manque de combativité ne laissait planer aucun doute quant à ses préférences personnelles.

La majorité du National ne lui tiendra pas rigueur de ce sens très relatif de la collégialité. A ses

yeux, en effet, la Suisse a plus que jamais besoin d'avions pour défendre son espace aérien. Une mission qu'elle doit remplir elle-même, en vertu de sa neutralité, sans recourir aux services de ses voisins.

Un utile plan de relance

Aux nécessités militaires, les défenseurs des avions ajoutent des arguments d'opportunité: en achetant dès 2013 des aéronefs sur la base de l'évaluation qu'elle a déjà effectuée, la Confédération pourra profiter de la faiblesse de l'euro face au franc suisse. Et les contre-affaires promises aux entreprises helvétiques par les trois avionneurs qui sont sur les rangs (le suédois Saab, le français Dassault et le consortium européen Eurofighter) serviront d'utile plan de relance au moment où la croissance économique donne des premiers signes d'essoufflement, ont insisté plusieurs orateurs. Ces arguments ont fait mouche. Non contente de l'emporter, la droite a en plus réussi un habile tour de passe-passe. En inscrivant l'achat des 22 chasseurs au budget ordinaire de l'armée, elle évite qu'il soit attaqué par référendum. «Le peuple a été appelé à se prononcer sur 2 projets de nouveaux minarets, et il n'aurait pas son mot à dire sur 22 nouveaux avions de combat?», s'est étranglé le Vert Jo Lang (ZG), membre du comité du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Les antimilitaristes ne s'en retrouvent pas moins piégés. L'an dernier, ils ont en effet retiré leur initiative populaire «Contre de nouveaux avions de combat» (qui exigeait un moratoire jusqu'en 2019) après que le Conseil fédéral eut lui-même différé l'achat de nouveaux avions, faute de pouvoir se les payer.

Refusant de s'avouer vaincue, la droite bourgeoise est néanmoins revenue immédiatement à la charge. Et elle a retourné la situation en sa faveur, en juin aux États, puis hier au National. La gauche n'a pu qu'assister impuissante à cette contre-attaque fulgurante. Hier soir, le Parti socialiste, amer, agitait le spectre de «coupes sévères dans d'autres domaines d'intervention de l'État comme la formation, les transports ou l'agriculture» pour financer les 22 chasseurs. Le conseiller fédéral Ueli Maurer assure que c'est l'armée elle-même qui supportera le poids des économies, non sans ajouter qu'entre l'enveloppe prévue par le Conseil fédéral et celle allouée par le National, la différence n'est que de 200 millions par an.

Financement à affiner encore

Si l'obtention des avions semble désormais acquise sur le principe au parlement, les deux Chambres doivent encore se mettre d'accord sur le mode de financement, les États préférant l'option d'une enveloppe spéciale soumise à référendum facultatif. Quant au GSsA, il pourrait dégainer à nouveau l'arme de l'initiative populaire. I

Le débat, menace numéro un

MICHAËL RODRIGUEZ

La classe politique suisse osera-t-elle un jour affronter un débat sur le rôle de l'armée? Le Conseil national l'a esquivé une fois de plus hier, en réduisant l'enjeu de la bataille politique à des questions de taille de l'uniforme: combien d'hommes, combien d'avions de combat, à quel prix? Réponse du parlement: cent mille soldats, vingt-deux avions de combat et 5 milliards de francs par an. Nous voilà bien avancés.

Cette petite partie d'enchères, qui dure depuis la réforme Armée XXI, devient d'un ennui mortel. Parce que les chiffres qui sortent de la machine parlementaire ne disent rien sur le rôle et l'avenir de

l'armée. Tout ce qu'ils expriment, c'est un rapport de forces entre les partis et un vague aperçu de l'état des finances fédérales. Sur le «pour quoi» (la définition d'une éventuelle menace) et le «comment» (la stratégie à adopter), le débat est aussi rouillé qu'un vieux char d'assaut.

Le problème, c'est que ces questions exigeraient de s'interroger sur l'utilité de l'armée. Et un tel débat effraie bien plus la droite que la menace d'une vraie guerre. Signe de cette trouille: la manœuvre des partis bourgeois pour soustraire l'achat des avions de combat au référendum.

Douteraient-ils de l'argument du conseiller fédéral Schneider-Ammann, qui a fait des nouveaux «Tiger» une arme contre le franc fort?

Reste le repli défensif derrière la tradition - et les intérêts économiques qui y sont liés. Hier, la droite a surtout insisté sur la nécessité d'assurer la relève. Peu importe que la machine ne serve à rien, pourvu qu'elle tourne... La milice est aussi synonyme d'économies pour les cantons, qui rechignent à renforcer leurs polices.

Que le parlement soit prêt à lâcher 5 milliards à si peu de frais montre deux choses. La Suisse ne sait plus que faire de ses excédents budgétaires. Mais elle sait qu'elle ne les consacra pas à atténuer les effets, pour la population, du ralentissement économique qui s'annonce.

Le Temps du mercredi 5 octobre 2011

Défense

Pas de référendum pour les avions de combat

[Yves Petignat](#)

«Avec un budget de 5 milliards pour financer une armée de 100 000 hommes et l'achat de nouveaux avions, le Département de la défense devra renoncer à la haute technologie. Il faudra économiser partout. Nous n'aurons pas d'autre choix que d'acheter le JAS Gripen de Saab.» Pour le conseiller national Pius Segmüller (PDC/LU), un des artisans du retour en force de l'avion, le concept de financement confirmé mardi par le Conseil national induit d'emblée le choix du futur appareil destiné à remplacer les F5 Tiger vieillissants. Le Saab Gripen, moins performant, est au moins 40% moins cher que ses concurrents, le Rafale du français Dassault, qui tourne autour de 100 millions d'euros l'unité, et l'Eurofighter d'EADS.

Qu'importe. Avec la majorité de droite, Pius Segmüller est très satisfait: le Conseil des Etats a confirmé son concept de financement d'une armée de 100'000 hommes, avec l'achat anticipé, dès 2013, de 22 appareils pour remplacer les F5-Tiger vieillissants. Le tout par le biais du budget militaire relevé à 5 milliards de francs. L'acquisition des avions échappera au vote du peuple et «nous gagnerons trois ans !»

Le conseiller national lucernois est l'un des trois députés du groupe PDC à avoir refusé une proposition de la socialiste Evi Allemann (PS/BE) qui voulait imposer un vote populaire. Et peu lui chaut si son président Christophe Darbellay fustige ceux qui «ont peur du peuple suisse». Le référendum a été repoussé par 98 voix contre 93.

Le Conseil des Etats devrait se rallier à la décision du National, ce mercredi. Sa commission de politique de sécurité a en effet refusé, par 7 voix contre 5, une proposition de Claude Hêche (PS/JU) de soumettre le plafond des dépenses militaires au référendum. Jusqu'ici, le Conseil des Etats était pour un financement spécial des nouveaux avions, avec une limite à 4 milliards de francs mais la possibilité d'un référendum.

Bien que les deux chambres soient désormais d'accord sur les effectifs de l'armée (100'000 soldats), la nécessité de combler le retard dans les équipements (1,2 milliard), le renouvellement anticipé d'une partie de la flotte aérienne et le refus du référendum, les finances restent un gros point

d'interrogation. Contrairement à sa prestation devant le Conseil des États, la semaine dernière, le ministre de la Défense Ueli Maurer s'est d'ailleurs montré plus ferme pour défendre la version du Conseil fédéral: une armée à 80'000 hommes, un budget de 4,4 milliards et l'achat des avions à l'horizon 2020-2022.

Car, averti le conseiller fédéral, l'augmentation du budget militaire va nécessiter des transferts de dépenses douloureux. Devant la commission de politique de sécurité des États, la ministre des Finances Eveline Widmer-Schlumpf a elle aussi mis en garde les sénateurs sur les coupes qu'il faudra opérer dans les transports, la formation ou l'agriculture.

L'armée elle-même ne sera pas épargnée. Il lui faudra déjà trouver près de 700 millions d'économies pour faire coïncider son budget avec sa mission. Certes, selon le spécialiste des Finances Arthur Loepfe (PDC/AI) l'armée pourra compter sur un franc fort, qui devrait ramener la facture de l'avion de plus d'un milliard, sur des crédits résiduels de ces dernières années de plus de 650 millions. Mais il lui faudra retarder l'achat d'équipements, renoncer à certaines technologies, accepter de dissoudre des bataillons d'infanterie mécanisée ou réduire le nombre de brigades et enfin consacrer au moins deux programmes d'armement entiers pour dégager de quoi se payer ses nouveaux appareils.

Interventions des parlementaires :

Perrin Yvan (V, NE), pour la commission: Nous nous penchons aujourd'hui sur un objet dont la gestation a été difficile et tourmentée. Vu les péripéties qui ont accompagné le rapport dont nous parlons, un rappel des divers événements n'est pas inutile.

La commission soeur des Etats a mené un débat intensif au sujet du présent rapport le 18 novembre 2010, invitant le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports à répondre à plusieurs questions, ceci au plus tard au 1er avril 2011. La mission a été menée à bien puisque les travaux des sénateurs ont pu se poursuivre sur la base des réponses apportées par le département le 31 mars dernier. Cet écrit comportait notamment cinq variantes concernant les effectifs de notre armée, soit 60 000, 80 000, 80 000 - variante "Robust" -, 100 000 ou 120 000 hommes. Vous constatez que ces effectifs correspondent à plusieurs variantes figurant dans le dépliant. La chose ne relève pas du hasard, mais bien des propositions dont la commission du Conseil des Etats a débattu.

Au printemps 2011, notre commission soeur s'est penchée sur les résultats du travail effectué et s'est prononcée pour une armée présentant les caractéristiques suivantes: effectif de 100 000 hommes, dont 15 pour cent de militaires en service long et 1000 personnes disponibles pour des engagements humanitaires ou des opérations de maintien de la paix; un plafond de dépenses annuel de 5,1 milliards de francs; l'achat de 22 nouveaux avions de combat pour un montant maximal de 5 milliards de francs; un versement unique, si je puis dire, de 1,2 milliard de francs pour corriger les lacunes de l'équipement.

Le Conseil des Etats a étudié les propositions de sa commission le 1er juin 2011 et a partiellement suivi les recommandations qui lui avaient été faites. L'armée comportant 100 000 militaires a obtenu un soutien confortable de 28 voix contre 11. Le plafond de dépenses précis de 5,1 milliards de francs a été remplacé par une formulation générale visant à assurer les valeurs de référence, ceci par 26 voix contre 10. L'achat de 22 nouveaux avions de combat pour un montant de 5 milliards de francs a été accepté à une majorité étriquée de 18 voix contre 17. Le versement unique de 1,2 milliard de francs pour combler les lacunes de l'équipement a été accepté sur le même score extrêmement serré de 18 voix contre 17. Pour sa part, le Conseil fédéral en reste à sa proposition initiale d'une armée comportant 80 000 hommes pour un montant annuel de 4,4 milliards de francs. C'est donc dans ces limites précises que le DDPS a conduit sa réflexion la plus approfondie.

Compte tenu des divers éléments à sa disposition, la commission a jugé utile de procéder à diverses auditions et a ainsi invité la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires et de la protection civile ainsi que la Société suisse des officiers à venir s'exprimer préalablement aux discussions sur le sujet. Pour la première, trois points ont été soulignés: les prestations attendues et les ressources doivent demeurer à un niveau comparable à aujourd'hui; les lacunes doivent être comblées et les mesures d'économies potentielles évaluées; l'armée ne retrouvera la tranquillité que si elle est en mesure de s'appuyer sur une majorité politique large.

En considération de ces conditions, le rapport sur l'armée 2010 constitue une bonne base de discussion,

mais rien de plus. Les missions de l'armée y sont néanmoins formulées de manière précise, contrairement au texte beaucoup plus général que l'on trouve dans la Constitution ou dans la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire. Pour la conférence suisse précitée, ces missions sont les suivantes: la compétence de base de l'armée est la défense, ceci compte tenu des niveaux qualitatif et quantitatif suffisants; le soutien aux autorités civiles; la surveillance du ciel et la police aérienne de manière permanente; les engagements humanitaires à l'étranger de manière subsidiaire. Le président de la conférence suisse a également relevé l'attachement des directrices et directeurs cantonaux des affaires militaires au système de milice en précisant que le système n'est viable sur la durée que s'il rencontre un large soutien de la population et des milieux économiques. Concernant les effectifs, le président de la conférence suisse a relevé avec un indéniable bon sens que plus il y a de troupes à disposition, plus le potentiel de prestations est grand, étant entendu que quel que soit le choix, 100 000 ou 120 000 hommes, des priorités doivent être fixées, l'armée n'étant pas en mesure de tout faire.

Compte tenu de ces diverses réflexions, la conférence suisse se prononce en faveur d'un modèle qui prévoit au moins 100 000 militaires, avec un plafond de dépenses annuel avoisinant les 5 milliards de francs, cela afin de pouvoir apporter une aide efficace aux autorités civiles en cas de besoin.

La Société suisse des officiers soutient largement le modèle qui prévoit 120 000 hommes, tout en manifestant son attachement au principe de l'obligation générale de servir. Pour ce faire, un montant annuel de 5,3 milliards de francs est souhaitable. Ainsi, la part du produit intérieur brut consacrée aux dépenses militaires passe de 0,8 à 0,9 pour cent. Cela reste largement en dessous de ce que nos voisins consacrent à leur défense.

J'ajoute quelques mots concernant le concept de "montée en puissance" contre lequel la Société suisse des officiers s'est exprimée de manière très critique. Selon les cadres de notre armée, une telle conception n'a jamais fonctionné dans la mesure où deux facteurs essentiels ne sont pas maîtrisables, soit à partir de quand on doit démarrer et jusqu'où il faut aller. Pour atteindre une éventuelle capacité de défense totale, il faudrait consacrer entre 40 et 50 milliards de francs, décision que personne ne prendra jamais. Ceci pousse donc la Société suisse des officiers à ne pas croire aux modèles qui prévoient 60 000 ou 80 000 militaires. Même avec 100 000 ou 120 000 hommes, la montée en puissance restera une réalité, mais limitée, donc avec des effets pervers réduits.

Monsieur le conseiller fédéral Maurer ainsi que le chef de l'armée se sont également exprimés, défendant tous deux la version du Conseil fédéral, à savoir 80 000 militaires pour 4,4 milliards de francs.

Après avoir obtenu les réponses nécessaires aux diverses questions en suspens, notamment s'agissant des aspects financiers du développement de l'armée, la commission a, à l'unanimité, décidé d'entrer en matière, et elle vous invite à en faire de même.

Perrin Yvan (V, NE), pour la commission: J'aimerais dire quelques mots concernant le fait que le souci de la commission aurait été d'éviter un référendum s'agissant de l'acquisition de nouveaux avions de combat. Sur la question des avions, nous nous sommes déjà prononcés avec le passage à Armée XXI, qui postule qu'on renonce à une armée numériquement pléthorique présente partout, en faveur d'une armée légère et mobile susceptible de se déplacer où on a besoin d'elle. Cela suppose donc qu'elle ait des véhicules sécurisés, ce dont elle ne dispose pas encore entièrement, et bien entendu qu'elle ait aussi la maîtrise de l'espace aérien. Je crois que l'exemple libyen nous montre à quel point il est important d'être maître des airs si l'on veut se déplacer au sol.

Ce qui ne serait pas démocratique, ce serait de vouloir saucissonner un concept global avalisé par le peuple pour ensuite l'attaquer par petits morceaux. Donc, le principe d'acquérir des avions a déjà été décidé par la population.

Voruz Eric (S, VD): Je lisais hier deux articles intéressants, l'un émanant d'un membre du PDC genevois, Guy Mettan, et l'autre d'un membre du Parti libéral-radical genevois, Pierre Maudet. Ces articles sont intéressants, car ils ont soulevé des problèmes sur l'avenir de l'armée, qui sont également ceux soulevés par le Parti socialiste. En effet, comme nous le disions, ce ne sont pas les effectifs d'une armée qui sont l'essentiel, mais ce que l'on veut en faire et les missions qu'on doit lui confier.

Le Parti socialiste a fait réaliser une étude non moins intéressante, présentant d'abord une analyse sérieuse de la situation internationale actuelle. Cette étude nous indique aussi que les besoins réels sont la lutte contre le cyberterrorisme, la lutte contre l'insécurité touchant essentiellement les personnes, les renforcements des moyens contre les violences. C'est pour cela que la plupart de ces missions incombent d'abord aux polices cantonales. A ce sujet, je pense que l'exemple de la gendarmerie française - son rôle et ses activités - nous paraît intéressant.

Malheureusement, la majorité de la commission s'est donc focalisée uniquement sur l'effectif de l'armée et l'achat de nouveaux avions de combat. Ensuite, elle a fixé un montant de 5 milliards de francs par année, figurant au budget ordinaire - je dis bien au budget ordinaire -, ce qui est irréaliste et incohérent. Pour moi, le parent pauvre de l'armée est avant tout le renseignement, car en soutenant ce dernier la définition des

missions pourrait être plus claire.

En proposant d'entrer en matière malgré tout, le groupe socialiste ne veut pas un "débat de souk", mais un débat sérieux. Nos propositions de minorité se basent essentiellement sur une étude sérieuse et elles définissent quand même l'avenir de notre armée.

Hodgers Antonio (G, GE): Mon intervention ne concerne pas la question de la défense nationale. Je ne vais pas vous dire combien d'hommes et d'avions il faut à notre armée - le groupe des Verts s'est déjà exprimé à ce sujet. Non, je vais vous parler d'un sujet bien plus important: le respect de nos institutions et celui de la démocratie.

Tout d'abord, les finances de la Confédération étant par essence limitées, il est incontestable que chaque franc investi dans un département ne le sera pas dans un autre. Le Conseil fédéral n'est pas la Banque nationale: il ne peut pas émettre des billets de banque de manière illimitée! Dès lors, lorsque les groupes UDC, libéral-radical et PDC/PEV/PVL augmentent unilatéralement le budget militaire d'un milliard de francs, ce même milliard va manquer à d'autres secteurs d'activité de la Confédération.

Alors Mesdames et Messieurs de la droite: dans quel secteur allez-vous couper? Dans la formation et la recherche? Dans les assurances sociales - sur le dos des chômeurs ou des retraités? Dans la culture? Dans la santé? Dans les nouvelles énergies? Ou dans les mesures destinées aux entreprises qui subissent les effets du franc fort? Votre silence en la matière est éloquent. Vous n'avez pas le courage d'assumer vos choix politiques.

Ensuite, je dénonce ici la situation d'exception juridique dont vous faites bénéficier l'armée à travers un plafond de dépenses, soit une garantie financière de 5 milliards de francs, qui n'a aucune base légale alors que, jusqu'à cette année, un montant de 4 milliards de francs figurait dans la loi fédérale instituant des mesures destinées à améliorer les finances fédérales. Notre système juridique est basé sur des lois qui sous-tendent chaque décision importante. La loi est la garantie contre l'arbitraire, c'est l'assurance qu'une décision est prise dans un cadre démocratique et non pas dans le cadre d'un putsch.

Pourquoi le budget de l'armée figure-t-il dans une loi jusqu'en 2011, alors qu'à partir de 2012 il ne sera mentionné que dans un rapport? En Suisse, il y a une base légale pour des objets qui coûtent quelques dizaines de milliers de francs, mais pas pour engager 5 milliards de francs dans l'armée? C'est absurde. La seule raison à cette situation exceptionnelle est la volonté de la majorité bourgeoise d'empêcher une votation populaire. Votre décision est un hold-up démocratique. Ihre Entscheidung ist ein Demokratieraub. L'achat pour 5 milliards de francs de 22 avions de combat, dont on ne comprend pas l'utilité, choque la population. C'est légitime. Face aux doutes de la population, vous faites le choix d'une manœuvre politicienne pour empêcher une votation populaire. C'est lâche. L'UDC ne jure que par la volonté populaire et dit que si la Suisse entrait dans l'Union européenne, elle verrait sa démocratie directe diminuée. Mais en réalité, c'est cette UDC qui aujourd'hui empêche le peuple de se prononcer. Mesdames et Messieurs des partis UDC et PLR: vous avez peur du peuple. Et votre peur vous amène à biaiser les droits populaires en matière de démocratie directe.

Mais si vous pensez avoir le dernier mot aujourd'hui, vous vous trompez. Les Verts, avec les socialistes, le GSsA et d'autres partis et organisations, vont lancer une initiative populaire contre l'achat de ces 22 avions de combat.

Grabner Jean-Pierre (V, BE): Monsieur Hodgers, comment osez-vous proférer de telles affirmations lorsque l'on sait qu'en Suisse les dépenses de la Confédération consacrées notamment à la prévoyance sociale représentaient 22 pour cent des dépenses totales en 1990 et qu'elles représentent 34 pour cent aujourd'hui, les dépenses consacrées à la recherche 9 pour cent en 1990 et 17 pour cent aujourd'hui, alors que les dépenses consacrées à la défense nationale représentaient encore 19 pour cent en 1990 et qu'elles ne représentent plus que 7 pour cent aujourd'hui? Par ailleurs, Monsieur Kaufmann vient de me donner une statistique: la Suisse ne figure qu'au 129e rang quant à la part du PIB consacrée à la défense nationale.

Les liens

- [La campagne démarre](#)
- [Assemblée du PS: La nouvelle initiative contre les avions de combat prend son envol \(01.10.2011\)](#)